

Université de Montréal

Cause du déclin économique des pays d'Europe de l'Est,
application particulière: la Hongrie

Par

Kabrita Micheline

Département de sciences économiques

Rapport présenté au Département de sciences économiques
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M.Sc.)
en sciences économiques

Août 1993

TABLE DES MATIÈRES

	Page
LISTE DES TABLEAUX	iv
SOMMAIRE	v
INTRODUCTION	1
I - INFORMATIONS PERTINENTES	3
II - REVUE DES ÉTUDES ANTÉRIEURES	8
A) Réponses à la question dans les études antérieures	8
1. Théorie des groupes d'intérêt par Mancur Olson	8
2. Application de la théorie des groupes d'intérêt aux économies centralisées	10
3. Test statistique du modèle de Olson par Kwang Choi	12
4. Test des hypothèses de Olson par Frederic Pryor	13
B) Principales difficultés de ces études	14
III - SUGGESTION D'UN CADRE THÉORIQUE	16
A) L'accumulation de rente	16
B) Le théorème de Coase	21
IV - ANALYSE FACTUELLE (EMPIRIQUE)	25
A) Les lobbies industriels	28
1. La formation des grandes entreprises	28
2. Pressions et négociations menées par les lobbies indus- triels	31
2.1 Nature des rentes et des privilèges	32
2.2 Pouvoir de négociation des lobbies industriels	34
B) Les lobbies sectoriels	38
C) Effet de l'activité des groupes de pression	43
CONCLUSION	53

Page

BIBLIOGRAPHIE	54
ANNEXE	56
REMERCIEMENTS	59

LISTE DES TABLEAUX

	Page
Tableau I: Taux annuel moyen de croissance	4
Tableau II: Balance des paiements en devises convertibles	6
Tableau III: Performance économique relative des pays d'Europe de l'Est (1950-1965)	56
Tableau IV: Performance économique relative des pays d'Europe de l'Est (1965-1980)	57
Tableau V: Quels sont les groupes dont le parti représente les intérêts?	27
Tableau VI: Distribution des entreprises dans l'industrie étatique selon le niveau d'emploi	30
Tableau VII: Motifs d'investissements dans le 5 ^e plan (1976-1980)	36
Tableau VIII: Dépenses gouvernementales dans certains secteurs	42
Tableau IX: Taux de change commercial officiel du forint	58
Tableau X: Investissement total par secteur	45
Tableau XI: Composition des investissements gouvernementaux par secteur	46
Tableau XII: Indicateurs économiques pour la période 1974-1984	50
Tableau XIII: Taux de croissance du PNB	51

SOMMAIRE

Le présent rapport s'intéresse à la cause du déclin économique des pays d'Europe de l'Est et, plus particulièrement, à la cause de la détérioration économique de la Hongrie.

Afin de répondre à cette question, nous avons élaboré un cadre théorique composé de deux théories conflictuelles, soit d'une part la théorie des groupes d'intérêt élaborée par M. Olson et découlant du principe de l'accumulation de rente, et d'autre part, le théorème de Coase.

Nous avons ensuite procédé à une analyse factuelle de la structure économique et institutionnelle de la Hongrie afin d'établir lequel des deux concepts est susceptible de recevoir application. Nous avons, pour ce, étudié la nature et l'étendue des activités de divers groupes de pression pour, ensuite, déterminer leur influence sur l'économie.

La présente étude révèle que les groupes d'intérêt ont contribué notamment au problème de surinvestissement, au déficit de la balance des paiements et à la baisse du taux de croissance. On conclut donc à l'application de la théorie de l'accumulation de rente pour expliquer la détérioration économique de la Hongrie.

INTRODUCTION

Les pays d'Europe de l'Est ont suscité un intérêt certain, principalement en ce que les systèmes d'économie centralisée divergeaient profondément des économies de marché et ce, tant au niveau de l'idéologie que du fonctionnement.

Toutefois, les réformes économiques et politiques intervenues depuis 1989, provoquant la fin du communisme, soulèvent de nouvelles interrogations quant à la structure et aux rouages de ces économies.

Les économies socialistes ont survécu pendant une quarantaine d'années, sans compter l'URSS où le régime communiste s'est imposé pendant plus de 70 ans. Non seulement ces économies ont-elles survécu mais, durant les années 50 et 60, elles ont également bénéficié d'un taux de croissance quasi comparable à ceux des pays occidentaux. En effet, l'URSS est devenue une superpuissance économique et politique.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, on assiste à une détérioration de la performance économique des pays d'Europe de l'Est créant ainsi un grand contraste avec les premières années du communisme.

Il est intéressant de souligner que nul n'a pu prédire que l'effondrement de l'empire soviétique serait si soudain. Bien que la crise puisse être reliée à des problèmes communs à tous les pays du bloc de l'Est, tels la faible efficacité, l'absence de compétitivité, le ralentissement de la croissance et la détérioration des conditions de vie, n'y a-t-il pas une cause plus profonde derrière l'échec du système socialiste?

Ainsi, l'impact économique considérable des récents événements suscite une question importante, à savoir:

Quelle est la cause du déclin économique des pays d'Europe de l'Est?

Afin de délimiter cette question d'ampleur générale, nous tenterons de l'appliquer au cas particulier de la Hongrie. Après la présentation de certaines informations pertinentes sur l'économie hongroise, nous examinerons la littérature et les études antérieures qui se sont penchées sur cette question. Dans un troisième temps, nous délimiterons le cadre théorique de la présente recherche pour, finalement, procéder à une analyse factuelle (ou empirique).

I - INFORMATIONS PERTINENTES

La Hongrie se démarque des autres pays d'Europe de l'Est en ce qu'elle a démontré souplesse et avant-gardisme dans le cadre de ses réformes économiques. Durant les années cinquante et le début des années soixante, le système de gestion économique de la Hongrie était caractérisé par une planification centrale très poussée. Or, dès 1968, le gouvernement a adopté une série de mesures économiques que l'on a appelée le Nouveau Mécanisme Économique (NME), dans le but de remédier à certaines des principales lacunes de l'économie hongroise et de faciliter son intégration dans l'économie mondiale. Le NME était caractérisé par une décentralisation visant à accroître l'efficacité économique. Toutefois, malgré ces efforts soutenus, la Hongrie n'a pas été épargnée par le net ralentissement économique qui a frappé l'ensemble des pays d'Europe de l'Est entre 1965 et 1980.¹ On assiste notamment à une diminution du taux de croissance mesuré par le PIB, tel qu'il appert au tableau I. On remarque que l'industrie est le secteur le plus durement affecté avec un taux de croissance de l'ordre de - 0,5% entre 1980 et 1990. Par ailleurs, l'économie hongroise est également caractérisée par un net ralentissement du commerce extérieur et par une détérioration de 20% des termes de l'échange en devises convertibles.

Le NME a tout de même contribué à réduire le rôle de la planification dans les décisions prises au niveau des entreprises et à augmenter le rôle des prix. En effet, le rôle planificateur de l'État s'est réduit à

¹ Murrell and Olson (1991, pp.239-265).

Tableau I
Taux annuel moyen de croissance (%)

PIB		AGRICULTURE	
1965-1980	1980-1990	1965-1980	1980-1990
5,7	1,3	2,7	1,6
INDUSTRIE		SERVICES	
1965-1980	1980-1990	1965-1980	1980-1990
6,4	- 0,5	6,2	2,8

Source: Banque mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde 1992", *Le développement et l'environnement*, Washington, 1992, p.215.

la fixation d'objectifs économiques généraux, les autorités centrales n'émettant plus de directives quantitatives quant au volume et à l'éventail de production. De plus, l'activité économique privée de petite échelle devenait permise au sein d'une économie socialiste. On assistait, en quelque sorte, à la création d'une quasi-souveraineté du consommateur, notamment par l'extension des choix de consommation. Toutefois, à partir de 1972, on assiste à un arrêt du processus de réforme et à un retour à une certaine centralisation. Entre 1972 et 1978, les autorités craignaient l'influence néfaste de l'économie internationale caractérisée par une instabilité certaine en raison de la crise du pétrole.

Cet arrêt a eu une influence négative sur l'efficacité économique et la balance commerciale. En effet, depuis 1979, la Hongrie fait face à un très grave problème de déficit de la balance des paiements tel que confirmé par les données du tableau II. Afin de faire face à cette situation, les autorités ont appliqué une politique d'austérité, notamment par la régulation de la demande.

À partir de 1979, de nouveaux objectifs économiques visant la transformation de la structure productive de l'économie ainsi que l'augmentation de la compétitivité internationale, ont été préconisés. Finalement, parmi les politiques plus récentes, on peut mentionner la réforme des prix ainsi que la vague de privatisation ayant eu lieu en 1989-1990.

Les bouleversements politiques et le changement de régime observé en 1989 en Hongrie et dans l'ensemble des pays du bloc de l'Est peuvent être reliés aux problèmes ci-haut mentionnés, tel le ralentissement de la croissance économique et donc la détérioration des conditions de vie.

Tableau II

Balance des paiements en devises convertibles (million \$ US)

	1979	1980	1981	1982
▪ Exportations, FOB	4,063	4,863	4,884	4,876
▪ Importations, FOB	4,230	4,586	4,432	4,111
<i>Balance commerciale</i>	-167	277	452	765
▪ Autres biens, services et revenus: crédit	115	701	756	903
▪ Autres biens, services et revenus: débit	-813	-1,392	-1,976	-1,892
▪ Transferts privés (unilatéraux)	40	46	47	60
<i>Compte courant</i>	-826	-368	-721	-164
▪ Investissement direct et autre capital de long terme	802	671	488	19
▪ Autre capital de court terme	-244	267	-149	-1,167
<i>Compte capital</i>	558	938	339	-1,148
▪ Erreurs nettes et omissions	80	-297	-147	573
▪ Articles reçus en contrepartie	---	170	-2	-418
<i>Compte total</i>	-188	443	-531	-1,157

Source: The Economist Intelligence Unit, "Country Profile 1986-1987", Country Report, Londres, 1986, p.39.

Toutefois, tel que le soutient Olson dans un article récent,² le mécontentement populaire ne saurait expliquer l'effondrement d'un gouvernement autocrate tel que celui de l'empire soviétique. La transition vers une démocratie multipartis de style occidental ainsi que la restauration du système capitaliste de production ne résultent pas d'une crise politique soudaine.

Ainsi, les événements de 89 ne devraient pas être interprétés comme le résultat d'une révolution du peuple à l'encontre du gouvernement. En effet, le régime communiste dans les pays d'Europe de l'Est a survécu pendant plus de quarante ans alors qu'il ne bénéficiait d'aucun soutien populaire.

En l'absence d'élections libres, le régime communiste restait au pouvoir malgré le mécontentement quasi généralisé. Ainsi, la cause de l'effondrement du système socialiste doit s'inspirer d'une source plus profonde. Nous ferons donc ci-après une brève revue des études antérieures qui ont tenté de répondre à cette question.

² Olson (1990, p.8).

II - REVUE DES ÉTUDES ANTÉRIEURES

Précisons que les études antérieures revues dans cette section, bien que souvent théoriques, comportent toutes un volet empirique. Pour ce, le texte ne comporte pas de division entre les analyses théoriques et empiriques.

A) Réponses à la question dans les études antérieures

1. Théorie des groupes d'intérêt par Mancur Olson

M. Olson a consacré un ouvrage sur le phénomène de l'essor et du déclin des nations³ et propose une théorie basée sur l'effet néfaste de groupes d'intérêt à l'intérieur d'une société. On entend par groupes d'intérêt les groupements tels que les syndicats, les associations professionnelles, les organisations agricoles, les cartels, les groupes collusifs sans organisation formelle. Suite à une analyse du comportement des groupes d'intérêt et de leurs membres, l'auteur dégage les implications suivantes:

- Les divers groupes d'intérêt d'un pays donné n'atteignent pas, en général, le même degré d'organisation. Il s'ensuit que la négociation généralisée entre ces groupes ne pourra donner de résultat optimal.
- Une société stable tendra à voir s'accumuler, au cours du temps, les ententes et organisations à vocation d'action collective.

³ Olson (1982).

- Les ententes et les organisations d'intérêt particulier réduisent l'efficacité et la production des sociétés dans lesquelles elles agissent et rendent la vie politique plus conflictuelle.
- Les coalitions à vocation redistributrice diminuent l'aptitude d'une société à adopter de nouvelles technologies et à s'adapter à un univers changeant. Elles réduisent, par là même, le taux de croissance de l'économie.
- L'accumulation des coalitions à vocation redistributrice accroît la complexité de la réglementation, le rôle de l'État et la complexité des usages, et modifie le sens de l'évolution de la société.

Selon les hypothèses ci-haut mentionnées, on devrait constater, dans les pays dont les groupes d'intérêt ont été interdits par des gouvernements totalitaires ou par l'occupation étrangère, une croissance rapide après le rétablissement de la liberté et de la stabilité. Par ailleurs, les pays qui ont depuis le plus longtemps connu la liberté démocratique d'association sans bouleversements politiques ni invasions seront ceux qui subiront le plus l'influence négative des coalitions.

L'étude théorique de Olson est complétée par une série de tests empiriques effectuée par Kwang Choi dans le cas des États-Unis. Un premier test économétrique met en évidence une relation certaine entre le temps qui s'est écoulé depuis la création d'un État et le taux de croissance. La technique de régression utilisée est la méthode des moindres carrés ordinaire et les résultats suivants sont obtenus:

$$\begin{array}{l} \text{RTC} = \quad \quad 10,986 - 0,0160 \text{ AGE} \\ (1965-1980) \quad \quad (4,02) \quad \quad R^2 = 0,32 \end{array}$$

RTC = Taux de croissance du revenu de la main-d'oeuvre
(transferts exclus) ou des propriétaires

AGE = Le nombre d'années depuis la fondation de l'État.

La valeur du t de Student est donnée entre parenthèses sous le coefficient.

La relation négative indique donc que, plus un État est ancien, plus les groupes d'intérêt particulier ont eu le temps de s'y développer et plus le taux de croissance est faible. Plusieurs autres régressions simples sont effectuées afin de tester la validité de la théorie de Olson. À cet effet, les variables explicatives additionnelles utilisées sont notamment le taux d'urbanisation de la population et le taux de syndicalisation. L'ensemble des tests confirment la théorie de Olson et sont, pour la plupart d'entre eux, significatifs.

2. Application de la théorie des groupes d'intérêt aux économies centralisées

Dans un article récent,⁴ M. Olson reprend sa théorie sur les groupes d'intérêt pour l'étendre au cas des économies de type soviétique. Il peut paraître étrange et même paradoxal de parler de l'existence de groupes d'intérêt au sein de sociétés totalitaires où les libertés d'association et d'expression étaient réprimées. Toutefois, les sociétés d'Europe de l'Est n'ont pas été épargnées par l'émergence de coalitions d'intérêt particulier. Il est certain que ces groupes ne bénéficient pas d'une organisation formelle ni d'une reconnaissance officielle et se distinguent ainsi des associations des pays occidentaux. Les lobbies militaires,

⁴ Murrell and Olson (1991, pp.239-265).

industriels (comprenant les chefs de grandes entreprises) et régionaux constituent les principaux groupes de pression de ces pays. Ces groupes se battent pour des fonds destinés à des investissements non profitables, pour des dépenses militaires non justifiées, des subventions, des salaires élevés, des boni, etc. L'importance croissante des différents groupes d'intérêt particulier modifie le rôle de l'État en ce qu'ils ont cessé de suivre les directives du plan central et ont commencé à les influencer. Ainsi, l'État a perdu sa qualité d'autorité suprême et est devenu en quelque sorte un arbitragiste cherchant des compromis entre les différentes revendications des groupes de pression. Plusieurs économistes ont dénoncé les effets néfastes de ces organisations au sein des économies socialistes.⁵

Afin de soutenir sa théorie, Olson établit l'existence d'une détérioration relative de la performance économique des huit pays d'Europe de l'Est, dans le temps. Toutefois, il considère que le taux de croissance est une mesure biaisée de la performance économique en faveur des pays qui débutent à un niveau plus faible. Il faut, par conséquent, tenir compte du potentiel de rattrapage mesuré comme suit:

$$g_{it} = \alpha + \beta y_{it} + e_{it}$$

g_{it} = pourcentage du taux de croissance du pays i pendant la période t .

y_{it} = niveau relatif du PIB par habitant du pays i au début de la période t : ratio du niveau du PIB par habitant du pays i par rapport au PIB par habitant du pays dont le niveau technologique est le plus élevé au début de la période t (en l'occurrence, les États-Unis).

α et β = paramètres

e_{it} = terme d'erreur

⁵ Szalai (1991, pp.284-303) et Nagy (1991, p.274).

Les calculs sont effectués pour deux périodes, soit de 1950 à 1965 et de 1965 à 1980. Durant la première période, les économies centralisées étaient en moyenne à un taux de 1,62% en dessous de leur potentiel de rattrapage, c'est-à-dire que leur taux de croissance moyen était de 4,43% par année alors que le taux de croissance de rattrapage prévu était de 6,05% par année.

Pour la seconde période, le taux de croissance moyen était de 3,24% alors que le taux de croissance de rattrapage prévu était de 5,71% tombant ainsi à 2,48% en dessous de leur potentiel. (Les résultats plus détaillés sont reproduits en annexe aux tableaux III et IV).

On observe donc une nette détérioration de la performance relative des économies centralisées dans le temps.

3. Test statistique du modèle de Olson par Kwang Choi⁶

Kwang Choi a complété l'étude du modèle de Olson en effectuant des tests statistiques additionnels. Il a choisi un échantillon de 18 pays démocratiques sur une période de 23 ans (de 1950 à 1973). Il s'agit d'une régression linéaire par MCO où la variable dépendante est le taux de croissance du PIB et la variable indépendante est le nombre d'années depuis la consolidation d'un "leadership modernisant" (modernizing leadership).

Les résultats ne sont pas très significatifs mais ils indiquent quand même une relation négative. Afin d'améliorer le modèle, il ajoute une variable qui tient compte des bouleversements éventuels et construit,

⁶ Choi (1983, pp.57-78).

à cet effet, un index permettant de considérer le degré et la durée des bouleversements majeurs.

Les résultats obtenus sont satisfaisants et confirment la théorie de Olson.

4. Test des hypothèses de Olson par Frederic Pryor⁷

Pryor effectue un test basé sur une analyse des taux de croissance de la plupart des pays industrialisés sur une période de 25 ans (de 1950 à 1975); il inclut également, dans son étude, les nations d'Europe de l'Est. Il effectue une régression par MCO basée sur un modèle où la variable dépendante est le taux de croissance du PIB et les variables indépendantes sont le PIB par habitant, la population, la dominance politique par un parti communiste, l'hétérogénéité ethnique et l'hétérogénéité religieuse. Plusieurs de ces variables sont représentées par des variables dichotomiques. Les résultats suivants sont obtenus:

	<u>Signe attendu</u>	<u>Signe obtenu</u>
▪ PIB par habitant	(-)	(-)
▪ Système politique	(+)	(-)
▪ Hétérogénéité religieuse	(-)	(+)
▪ Hétérogénéité ethnique	(-)	(-)
▪ Population en 1963	(-)	(+)

Pryor obtient donc des résultats contredisant la théorie de Olson et il se montre plutôt sceptique quant à la validité et à la précision de celle-ci.

⁷ Pryor (1983, pp.90-105).

B) Principales difficultés de ces études

L'aspect théorique du modèle de Olson donne une explication extrêmement intéressante quant à l'essor et au déclin des nations. De plus, tel que discuté au préalable, cette théorie peut être transposée au cas des économies de type soviétique. Toutefois, les tests empiriques effectués par Choi peuvent difficilement trouver application et ce, en raison de la particularité des pays socialistes. Ainsi, les variables explicatives utilisées dans le cas des pays occidentaux sont dénuées de sens face aux économies de type soviétique. On ne peut, par exemple, parler du taux de syndicalisation. Par ailleurs, le communisme s'étant propagé dans les pays satellites à la même période, il serait peu utile de considérer le nombre d'années depuis l'instauration du régime comme variable explicative. De plus, le communisme ne saurait être considéré comme un "leadership modernisant", notion utilisée dans la deuxième série de tests effectuée par Choi.

Quant au test effectué par Olson sur le ralentissement de la croissance relative des économies des pays de l'Est dans le temps, il ne permet pas, à mon avis, de conclure que les groupes d'intérêt sont la cause de ce ralentissement. En effet, le fait d'observer une baisse de la performance économique de ces pays à travers le temps n'implique pas nécessairement qu'il s'agit de l'action néfaste des groupes d'intérêt.

Le test de Pryor, quant à lui, semble négliger la possibilité de l'existence de groupes d'intérêt au sein des sociétés communistes. En effet, il utilise comme variable explicative la dominance politique par un parti communiste et il s'attend à une relation positive entre cette

variable et le taux de croissance. De plus, la période considérée s'arrête en 1975; or, il est essentiel, dans notre cas, de considérer les 15 dernières années.

On voit donc que les lacunes de ces différentes études pourraient laisser place à l'élaboration d'un modèle d'estimation plus adéquat. Toutefois, une estimation statistique des hypothèses de Olson dans le cas de la Hongrie ou d'autres pays d'Europe de l'Est serait difficilement réalisable et ce, en raison de la quantité insuffisante de données provenant de ces pays ainsi que de la non-fiabilité de ces dernières. Par conséquent, il semble préférable d'élaborer un cadre théorique précis que nous présentons maintenant dans une troisième partie.

III - SUGGESTION D'UN CADRE THÉORIQUE

A) L'accumulation de rente

La logique de M. Olson basée sur l'influence nuisible des groupes d'intérêt repose sur la théorie de l'accumulation de rente ("rent-seeking"). En effet, l'activité d'un lobby vise l'appropriation d'un avantage particulier et n'est autre qu'une recherche de rente.

La rente s'apparente, en quelque sorte, au profit extraordinaire en sus du coût d'opportunité qui peut être réalisé par un propriétaire de ressources. Puisque les profits excédentaires sont largement convoités par la plupart des sociétés, l'accumulation de rente est un phénomène répandu. La recherche de rente, qui est une activité appropriatrice de ressources, se retrouve à plusieurs niveaux et dans divers domaines de l'activité économique.

On peut penser, tout d'abord, à la rente de monopole qui se définit comme la redistribution de revenus des consommateurs d'un produit ou d'un service monopolisé vers le producteur (le monopole). Le prix en situation de monopole qui est plus élevé qu'en concurrence parfaite génère une rente ainsi qu'une perte d'efficacité sociale. Bien que la perte soit peu souhaitable, la rente de monopole est, quant à elle, extrêmement convoitée. Le gouvernement peut contribuer à la création, à l'augmentation ou à la protection de monopoles de certains groupes. Ainsi, les coalitions d'intérêt particulier exercent des pressions ou négocient avec le gouvernement dans le but d'obtenir ou de maintenir une position de monopole et donc d'accumuler des rentes. Selon certains auteurs, ce phénomène s'ins-

crit dans le cadre des "activités de recherche de profits directement non productives".⁸

La recherche de rente de monopole perpétrée par les lobbies entraîne une perte sociale qui peut être décomposée en deux effets distincts:

(1) Effet du transfert de ressources vers les activités directement non productives (activités des lobbies) sur le bien-être.	+	(2) Effet de l'imposition de la distorsion (création du monopole) sur le bien-être.
(-)		(-)

L'effet total composé par la somme de deux effets négatifs entraîne donc une diminution du bien-être de la société.

La recherche de rente s'observe également en présence de restrictions quantitatives imposées par le gouvernement, telles des limites aux importations. Dans un tel cas, les licences d'importation émises par le gouvernement deviennent convoitées par les entreprises, et des ressources sont utilisées afin de concurrencer pour l'obtention de ces licences. Toutefois, alors que des inputs sont pour ainsi dire gaspillés, aucune production additionnelle n'en résulte.

Il est important de préciser que l'effet de l'accumulation de rente dépend essentiellement de la structure institutionnelle. Dans une économie de marché où la concurrence est pure et parfaite et l'intervention

⁸ Bhagwati (1982, pp.988-1001).

gouvernementale quasi inexistante, la recherche de rente peut générer une réallocation des ressources bénéfique à la croissance économique et ce, notamment pour les deux raisons suivantes:⁹

- Dans un système de marché, les rentes tendent à se dissiper via un processus d'ajustement à travers le temps. Soit un entrepreneur qui découvre une utilisation révolutionnaire pour une certaine ressource, cette nouvelle utilisation génère une rente et donc des entrées sur le marché (puisque le marché est parfaitement concurrentiel, il n'y a pas de limites à l'entrée). Ces entrées entraînent une augmentation de la production et une baisse des prix. La position initiale de monopole, et donc la rente, se voit dissipée au profit des consommateurs.
- Deuxièmement, certaines rentes peuvent se révéler négatives, suite à des prédictions erronées de certains entrepreneurs. Ainsi, les rentes positives sont annulées par les rentes négatives, et ce processus d'ajustement accélère la réallocation des ressources.

Toutefois, cette dissipation ne peut s'observer qu'en l'absence de limites à l'entrée et donc en l'absence d'intervention gouvernementale. Dès que le gouvernement s'immisce dans le processus d'ajustement du marché, les agents tentent de capter les rentes en utilisant des ressources de façon inefficace. Les licences, quotas, franchises et permis gouvernementaux impliquent une pénurie arbitraire ou artificielle. Qui dit pénurie dit émergence potentielle de rente et donc un développement de l'activité d'accumulation de rente.

⁹ Buchanan (1980, pp.3-15).

Face à la peur d'être exclus et de ne pas pouvoir bénéficier d'un traitement favorable ou préférentiel existant, les agents exercent des pressions et négocient avec le gouvernement, gaspillant ainsi des ressources précieuses.

C'est donc avec raison que Buchanan¹⁰ avance que la recherche de rente est directement reliée à la taille relative du secteur public. Cette proposition nous est d'une extrême importance puisque, de toute évidence, le gouvernement est omniprésent dans l'activité économique hongroise. De plus, il est important de souligner que la recherche de rente s'observe lorsque les droits de propriété ne sont pas bien définis.

Avant de clore la section sur l'accumulation de rente, il est opportun de mentionner deux études empiriques qui se sont intéressées à ce phénomène particulier:

- Une première étude¹¹ s'est penchée sur le problème de la recherche de rente au sein de l'économie indienne. Elle estime que les pertes reliées à cette activité se sont élevées à un total représentant 30% à 45% du PNB de l'Inde en 1980-1981.

Par exemple, dans le but de justifier une demande de licence d'importation, une firme peut avoir installé des capacités productives excessives ou elle peut avoir employé un nombre excessif d'ouvriers. Ceci ne sont que quelques exemples de la façon dont les ressources peuvent être inadéquatement allouées.

¹⁰ Buchanan (1980, p.9).

¹¹ Sharif et Whalley (1984, pp.387-413).

- Une seconde étude¹² a testé de façon économétrique plusieurs propositions découlant du concept de l'accumulation de rente, dont les suivantes:

- (1) Plus la taille du secteur public est grande, plus la croissance économique est lente.
- (2) Plus un pays bénéficie d'une démocratie sans interruption à l'intérieur de frontières inchangées, plus la croissance économique est lente.

Afin de tester ces hypothèses, l'auteur a choisi un échantillon de 19 démocraties industrialisées sur la période de 1960 à 1980. Deux des variables dépendantes utilisées sont le taux de croissance du produit national brut per capita (GNPC) et le taux de croissance du produit national brut (GDP). Les variables indépendantes sont les suivantes:

- Index de démocratie (DEMOCRACY)
- Revenu du gouvernement en pourcentage du produit national brut (GOV REVENUE)
- Dépenses de sécurité sociale en pourcentage du produit national brut.
- Force législative des partis socialistes.

Il obtient, notamment, les résultats suivants à un niveau de signification de 2% :

$$\text{LN (GNPC GROWTH)} = - 0,86 \text{ LN (DEMOCRACY)} - 0,34 \text{ LN (GOV REVENUE)} + 0,55 \text{ E}$$

$$\text{LN (GDP GROWTH)} = - 0,67 \text{ LN (DEMOCRACY)} - 0,44 \text{ LN (GOV REVENUE)} + 0,72 \text{ E}$$

¹² Weede (1984, pp.349-366).

L'auteur en arrive donc à l'interprétation suivante: les démocraties plus anciennes permettent aux coalitions à vocation redistributrice de s'établir, c'est-à-dire qu'elles engendrent davantage de revendications de rente. Par conséquent, elles croissent moins rapidement que les démocraties plus jeunes.

De plus, les gouvernements qui s'approprient une part majeure du produit national brut contribuent à la création de rente. Par conséquent, la croissance est moins rapide que dans le cas des autres nations.

Ainsi, que ce soit dans le but de maintenir le pouvoir de monopole de certaines firmes, d'obtenir des subventions, des licences ou autre, les groupes d'intérêt génèrent une perte d'efficacité sociale et une diminution de la croissance économique.

Tel que mentionné au préalable, la théorie de Olson repose sur le concept de l'accumulation de rente qui, par ailleurs, constitue un cadre théorique plus concret. À l'encontre de la théorie de la recherche de rente, nous devons toutefois opposer le théorème de Coase brièvement explicité ci-après.

B) Le théorème de Coase¹³

Selon le théorème de Coase, la négociation entre les agents conduit, sous certaines conditions, à un résultat optimal. Avant même d'élaborer et de préciser ce concept général, on constate aisément qu'il vient directement à l'encontre de la théorie de l'accumulation de rente. Nous avons vu, en effet, que lorsque les groupes d'intérêt négocient auprès du

¹³ Coase (1960, pp.1-44).

gouvernement dans le but de s'approprier des rentes, il en résulte une situation inefficace.

Or, selon le théorème de Coase, nonobstant l'assignation initiale des droits et des obligations des producteurs et des consommateurs, la négociation entre les agents conduit à une issue optimale. Pour ce, les conditions suivantes doivent être respectées:

- (i) Une connaissance parfaite et mutuelle des fonctions de production et de profit ou des fonctions d'utilité, selon l'identité des négociateurs.
- (ii) L'existence de marchés compétitifs.
- (iii) Des coûts de transaction nuls.
- (iv) Un système judiciaire sans coûts.
- (v) Les producteurs cherchent à maximiser les profits et les consommateurs maximisent l'utilité espérée.

Certaines de ces conditions peuvent paraître difficilement réalisables. Si, par exemple, des coûts sont associés à la négociation, il faudra alors comparer ces coûts avec les gains d'allocation potentiels. Ce n'est que lorsque ces gains sont supérieurs aux coûts de transaction que la solution émise par Coase sera vérifiée. Soulignons, de plus, que l'assignation légale des droits de propriété doit être bien définie afin que le théorème puisse recevoir application.

Le théorème de Coase s'applique généralement dans le cadre des externalités, telles la pollution, les bruits nuisibles et autre. Toutefois, son applicabilité est beaucoup plus vaste que les simples cas de pollution. Les externalités peuvent comprendre une multitude d'effets;

par exemple, la quantité insuffisante de biens produite par un monopole constitue une externalité négative pour les consommateurs.

Les politiques d'un gouvernement autocrate ou dictatorial peuvent également générer des effets externes pour la population. Dans un article récent, Olson mentionne que l'approche contractuelle de Coase est parfois utilisée dans le but d'expliquer l'existence de dictatures et d'autres formes de gouvernement autocrate,¹⁴ bien que Olson lui-même ne partage pas cette opinion.

Selon ceux qui préconisent l'approche coasienne, l'existence d'un gouvernement dictatorial qui n'a pas été renversé par une émeute populaire, implique une acceptation sociale et donc un contrat social implicite entre le dirigeant et ses sujets. Olson soulève toutefois une contradiction inhérente, soit le fait qu'un gouvernement autocrate par définition n'a pas besoin du consentement de la population pour gouverner. Or, un accord contractuel implique la conclusion d'une entente mutuelle entre les parties impliquées.

Ainsi, selon la logique de M. Olson, un gouvernement communiste ne saurait être le résultat d'une négociation coasienne et, par conséquent, la population ne se retrouve pas dans une situation optimale.

Finalement, mentionnons les études de Hoffman et Spitzer qui testent l'application du théorème de Coase dans le cas d'une négociation à deux ou trois parties¹⁵ ainsi que dans le cas d'un nombre plus important de négociateurs.¹⁶ Les expériences consistent à observer des négociations simu-

¹⁴ Olson (1993).

¹⁵ Hoffman et Spitzer (1982, p.73).

¹⁶ Hoffman et Spitzer (1986, pp.149-171).

lées dans le cadre d'un environnement contrôlé, des indications précises ayant été données aux négociateurs. Dans les deux cas, les négociations conduisent à des décisions efficaces. Dans les grands groupes de négociation, 93% des décisions se sont révélées efficaces. Ainsi, il n'y a pas de détérioration dans l'efficacité à mesure que les groupes de négociation s'élargissent.

Par conséquent, la négociation générée par les groupes d'intérêt particulier entraînerait des solutions Pareto-optimales. On est donc en présence de deux théories conflictuelles et le problème consiste à déterminer laquelle des deux trouve application au sein de l'économie hongroise.

Nous nous proposons donc, dans le cadre du présent travail, d'analyser la structure institutionnelle et économique de la Hongrie afin de déterminer si la théorie de l'accumulation de rente véhiculée par la théorie de Olson se trouve vérifiée ou si, au contraire le théorème de Coase doit recevoir application; le tout dans le but d'expliquer la cause du déclin économique de la Hongrie.

IV - ANALYSE FACTUELLE (EMPIRIQUE)

La présente partie tentera de répondre à la question posée par l'analyse théorique et ce, à travers une étude détaillée du cadre institutionnel et de l'environnement économique hongrois. En effet, on ne saurait ici procéder par des méthodes économétriques en raison de l'insuffisance, de la précarité et de l'incertitude des données provenant des pays d'Europe de l'Est.

Avant d'entamer l'analyse factuelle, il est impératif de transformer les deux théories précédentes, soit l'accumulation de rente et le théorème de Coase, en hypothèses palpables, soit:

- (1) L'existence de rente au sein de l'économie hongroise et la possibilité de capter celle-ci.
- (2) La formation et le développement de groupes d'intérêt particulier dans la société hongroise.
- (3) L'existence d'activités de pression et de négociation entre les divers agents économiques.

À ce stade-ci, on ne fait pas de distinction entre la théorie de l'accumulation de rente et celle de Coase. La vérification de ces trois premières hypothèses peut, en effet, donner lieu à l'application de l'une ou l'autre des théories. Afin de déterminer si la théorie de l'accumulation de rente s'applique au cas hongrois, les hypothèses additionnelles suivantes doivent être vérifiées:

- (4) Les coalitions à vocation redistributrice ont diminué l'aptitude de la société hongroise à adopter de nouvelles technologies et à s'adapter à un univers changeant.

- (5) Les ententes et les organisations d'intérêt particulier ont réduit l'efficacité économique du pays.
- (6) Les groupes de pression ont réduit le taux de croissance de l'économie.

Si, par contre, les hypothèses (4) à (6) sont infirmées par l'analyse des faits économiques de la Hongrie, alors le théorème de Coase pourra recevoir application.

Le premier élément important à établir est la formation et le développement des groupes d'intérêt particulier dans la société hongroise. Tel que déjà mentionné dans le cadre du présent travail, l'existence de ces organisations a été reconnue par plusieurs économistes hongrois et leur présence semble avoir été également décelée par la population. En effet, le tableau V indique que selon, l'opinion unanime, le parti représente prioritairement les intérêts des gérants des grandes entreprises, immédiatement après ceux des membres cadres et des dirigeants du parti.

Ce sondage effectué en 1988 démontre une chute de l'idéalisme socialiste où, en principe, les intérêts de la classe ouvrière priment avant tout.

Ceci nous amène à analyser un premier groupe, soit les grandes entreprises, qui, semble-t-il, se sont constituées en lobbies industriels très influents.

Tableau V

Quels sont les groupes dont le parti représente les intérêts?

(Ordonnancement des réponses de 1 à 11)

	Population en général	Membres du parti	Intellectuels
Direction supérieure du parti	1	1	1
Travailleurs au sein du parti	2	2	2
Gérants d'entreprise	3	3	3
Membres du parti	4	5	4
Intellectuels	5	6	7
Travailleurs	6	4	5
Jeunes	7	8	8
Paysans	8	7	6
Aînés	9	10-11	11
Petits entrepreneurs	10-11	10-11	9
Non-membres du parti	10-11	9	10

Source: Nigel Swain, *The Rise and Fall of Feasible Socialism*, Verso, Londres, 1992, p.15.

A) Les lobbies industriels

Nous tenterons, dans la présente section, d'établir le processus de formation et de développement des lobbies industriels. Ces groupes sont formés par les grandes entreprises hongroises. Par conséquent, nous devons avant tout expliquer comment et pourquoi ont été créées ces structures productives géantes, caractéristiques saillantes de l'industrie hongroise.

1. La formation des grandes entreprises

Tout d'abord, qu'entend-on par une "grande entreprise"? Bien qu'il existe plusieurs mesures quantitatives permettant de déterminer la taille d'un organisme, le volume des ventes et le niveau d'emploi sont les facteurs les plus souvent utilisés.¹⁷ Les critères peuvent varier selon les pays et même selon les secteurs d'activité mais, d'une façon générale, une entreprise hongroise peut être considérée comme grande lorsqu'elle compte à son actif plus de 500 employés.

La période d'avant-guerre a légué à la Hongrie une structure industrielle relativement arriérée quant à la technologie, à l'organisation et à la gérance des entreprises. Le marché était alors caractérisé par une industrie très fortement concentrée. À titre d'exemple, en 1938, 94 usines émettaient 42% de la production de l'industrie manufacturière.¹⁸ Le degré de spécialisation était, par contre, extrêmement bas.

¹⁷ Varga (1978, p.235).

¹⁸ Varga (1978, p.230).

La croissance de ces grandes entreprises résultait essentiellement d'une fusion et d'une monopolisation des marchés. Il y a eu, en effet, trois vagues de fusion dans le cadre de campagne gouvernementale, à savoir: au début des années 50, en 1962-1964 et dans la première moitié des années 70.

La réorganisation industrielle entre les années 1962 et 1964 procédait par la fusion d'entreprises industrielles de taille moyenne, poursuivant essentiellement le même type de production. Les autorités ont, en fait, procédé à une intégration horizontale des entreprises.

Le but de cette réforme était de simplifier la hiérarchie dans la planification en réduisant le nombre d'unités que contrôlait chaque niveau administratif. Les autorités centrales pensaient ainsi augmenter l'indépendance des entreprises face à la production et aux autres décisions économiques. L'État pensait, par là même, éliminer la production parallèle superflue.

On assiste donc à une diminution du nombre d'entreprises: entre 1960 et 1977, le nombre d'unités économiques dans l'industrie a diminué de 40%.¹⁹ Il en a résulté une augmentation de la proportion des entreprises de plus de 500 employés et donc une concentration accrue, telle que reflétée par le tableau VI.

Durant les années 70, le processus de fusion s'est poursuivi. Bien que le procédé était essentiellement identique, les motifs quant à eux étaient différents. Le gouvernement pensait alléger la pénurie de main-d'oeuvre dont souffraient la plupart des entreprises et il cherchait à sauver les entreprises qui éprouvaient de sérieuses difficultés financières.

¹⁹ Varga (1978, p.231).

Tableau VI

Distribution des entreprises dans l'industrie étatique selon le niveau d'emploi

Années	Employés										Total
	Moins de 50	51-100	101-300	301-500	501-1 000	1 001-2 000	2 001-5 000	5 001-10 000	Plus de 10 000		
1960	8,1	10,4	32,7	15,4	18,7	9,1	4,4	0,7	0,5	100,0	
1965	5,5	10,2	26,2	14,6	13,2	13,6	12,0	3,5	1,2	100,0	
1970	5,0	5,7	23,4	12,2	18,3	15,8	14,3	3,7	1,6	100,0	
1975	5,6	3,5	19,9	14,5	19,9	16,2	15,3	3,3	1,8	100,0	
1977	4,9	2,8	13,5	12,4	22,5	19,2	18,3	4,4	2,0	100,0	

Source: GY. Varga, "Enterprise size pattern in the hungarian industry", Acta Oeconomica, vol.20(3), 1978, p.231.

On constate donc que le gouvernement hongrois comptait sur la création de grandes entreprises pour régler une multitude de problèmes économiques. Il faut toutefois souligner que la tendance à favoriser l'établissement de grandes unités économiques découle de la mentalité socialiste traditionnelle. Les pays socialistes ont, en effet, privilégié pendant de nombreuses années l'industrie lourde, nécessitant des installations productives de grande envergure. On peut toutefois s'interroger sur la justification économique de ces fusions puisque le secteur industriel était déjà hautement concentré.

Le gouvernement hongrois, à travers la réorganisation industrielle, a donc entraîné la création de véritables monopoles. Il apparaît clairement, d'après l'expérience passée, que le gouvernement contrôle la création et l'augmentation de la position de monopole des entreprises, générant ainsi l'existence d'une rente de monopole. Par ailleurs, ces entreprises ont utilisé leur position privilégiée pour développer un pouvoir de négociation certain à l'endroit du gouvernement et ce, par la formation de lobbies informels.

2. Pressions et négociations menées par les lobbies industriels

Les grandes entreprises ont exercé des pressions et ont conduit des négociations auprès du gouvernement dans le but d'obtenir des privilèges divers et afin d'accumuler certaines rentes. Avant d'aborder le pouvoir de négociation de ces groupes, explicitons brièvement la nature des rentes et des privilèges recherchés.

2.1 Nature des rentes et des privilèges

L'implantation du Nouveau Mécanisme Économique (NME) en 1968 visait à réduire le contrôle gouvernemental et à instaurer, en quelque sorte, certains principes d'économie de marché. Toutefois, la réforme s'est révélée inefficace en ce que le gouvernement est demeuré omniprésent dans les secteurs clés de l'économie, notamment au niveau des entreprises. À titre d'exemple, les autorités centrales ne permettaient pas aux entreprises de faire faillite. Pour ce, les niveaux de prix, de taxation et de subvention devaient être ajustés conformément aux besoins des entreprises en difficulté financière. Dans une économie de marché, le niveau des prix et de taxation est fixe et contraignant pour les agents. Or, dans le cas des entreprises hongroises, ces éléments régulateurs n'étaient pas véritablement contraignants. C'est ainsi qu'est née la possibilité de négociation entre le gouvernement et les entreprises, notamment au niveau des subventions, des réductions ou des exemptions de taxe.

Après 1970, l'accès aux subventions destinées à des fins d'investissement est devenu l'objet central des négociations. Seuls 12% des investissements étaient financés par des fonds provenant de l'entreprise même.²⁰ La possibilité d'avoir accès à des fonds d'investissement dépendait, de façon croissante, du succès de la négociation plutôt que de la santé financière de l'entreprise. L'intervention du gouvernement dans un domaine aussi important que l'investissement n'a fait que contribuer à la création additionnelle de rente au sein de l'économie.

²⁰ Swain (1992, p.127).

Outre l'ingérence au niveau de l'investissement, l'État contrôle un autre secteur clé, soit le commerce extérieur. L'État a maintenu un monopole sur les échanges internationaux qui ne peuvent être menés que par des entreprises autorisées par le ministère du commerce extérieur. La majeure partie des échanges commerciaux internationaux sont effectués par des entreprises spécialisées à cet effet.

Toutefois, le droit d'entreprendre directement et indépendamment ce type d'activité a été reconnu à un nombre croissant d'entreprises commerciales. Une entreprise qui ne bénéficie pas de ce droit peut en solliciter l'obtention. Toutes les transactions d'importation et d'exportation nécessitent une licence ou un permis émis par le ministère du commerce extérieur. Ceci, dans le but de contrôler le respect des obligations bilatérales et de sauvegarder la balance des paiements.

À ces restrictions, s'ajoute l'existence de tarifs douaniers et de quotas d'importation dans le but de protéger l'industrie domestique. Les chiffres suivants²¹ représentant le montant global des quotas d'importation pour les biens de consommation reflètent l'ampleur croissante du protectionnisme:

1968	:	28,7	millions \$ US
1973	:	30	millions \$ US
1976	:	60	millions \$ US
1977	:	73	millions \$ US
1978	:	83	millions \$ US

Les conséquences de ce protectionnisme peuvent se résumer par un extrait tiré d'un article de Josef C. Brada: "[...] *the main consequences of*

²¹ Marer (1981, p.165).

protection are the rent-seeking behavior of agents both within and outside the foreign trade system [...]".²²

Notons finalement que les grandes entreprises peuvent également rechercher les avantages suivants dans le cadre de négociations ou de pressions auprès du gouvernement, soit: des subventions aux exportations, des augmentations de salaire, des boni, etc.

Après avoir établi l'existence de rente au sein de l'économie hongroise, procédons maintenant à l'analyse du pouvoir de négociation des grandes entreprises.

2.2 Pouvoir de négociation des lobbies industriels

Le pouvoir de négociation de ces groupes est d'abord très étendu au niveau de l'investissement. Il a déjà été mentionné que très peu d'entreprises parviennent à réaliser de l'autofinancement. Les profits des entreprises sont répartis par un système d'imposition de la façon suivante:²³

- (1) Les impôts sur le profit en vue d'assurer le revenu du budget d'État.
- (2) Un fonds de participation qui sert à l'accroissement des salaires de base et qui stimule la productivité au niveau de l'entreprise.
- (3) Un fonds de développement destiné au financement des investissements des entreprises.

²² Brada (1991, p.212).

²³ Richet (1985, p.107).

- (4) Un fonds de réserve destiné à couvrir les risques provenant notamment d'un accroissement des salaires ou bien d'une perte provenant d'un mauvais investissement.

Or, la part des profits déposée dans le fonds de développement n'est pas suffisante pour assurer l'autofinancement; d'où la nécessité d'avoir recours au financement externe. La demande d'investissement des entreprises correspond à des motifs divers, tel qu'il appert d'un sondage mené auprès d'une quinzaine d'entreprises reproduit au tableau VII. On remarque toutefois que l'augmentation des capacités de production constitue la fonction principale de l'investissement. Selon l'idéologie des entreprises, seul ce type de développement permet d'accroître l'output. Elles recherchent, par conséquent, une allocation optimale d'investissement par le biais d'un multifinancement composé principalement par des crédits préférentiels, des prêts gratuits et des subventions.

Pour ce, les entreprises ont utilisé divers moyens de pression au cours des années. Durant les années 70, les entreprises se servaient de leur position de monopole; afin d'obtenir les fonds voulus, elles garantissaient en retour la production additionnelle requise pour satisfaire la demande. Les autorités limitaient ainsi la possibilité de pénurie et évitaient, par là même, le mécontentement populaire.

Les lobbies industriels ont toujours eu le dessus dans les négociations avec le gouvernement puisqu'ils pouvaient et peuvent toujours invoquer le spectre d'une interruption de production à moins de recevoir les fonds d'investissement demandés. Et, tel que mentionné, seul un investissement accru permet d'augmenter l'output selon la tradition industrielle hongroise.

Tableau VII

Motifs d'investissements dans le 5^e plan (1976-1980)

Motifs d'investissement	Nombre d'entreprises
1. Accroissement de capacités	12
2. Rationalisation	5
3. Augmentation de la qualité des produits	10
4. Lancement de nouveaux produits	9
5. Innovation technologique et nouveaux procédés de fabrication	1
6. Recherche et développement	1
7. Amélioration des conditions de travail	10
8. Lutte contre la pollution	4

Source: Xavier Richet, *Le modèle hongrois: Marché et plan en économie socialiste*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1985, p.171.

Il n'était jamais question de calcul d'efficacité basé sur les coûts et les prix dans les arguments soumis au gouvernement. Premièrement, la menace d'un arrêt de production avait beaucoup plus de poids que tout autre argument économique. Deuxièmement, tout calcul basé sur les prix et coûts de production aurait été erroné en raison des distorsions causées par les nombreuses taxes et subventions.

Durant les années 80, suite à une plus grande ouverture vers l'ouest, la production s'orientait vers les exportations. Les entreprises pouvaient alors invoquer l'insuffisance de ressources empêchant d'atteindre le niveau prévu de la production destinée aux exportations. Surtout dans les premières années d'ouverture accrue, le gouvernement hongrois ne pouvait se permettre de faillir à ses engagements d'exportation face aux pays occidentaux.

On a vu, de plus, que le protectionnisme dans les échanges internationaux a entraîné la création de rente. La discrétion bureaucratique étant assez large quant à l'émission de permis d'importation, les entreprises avaient intérêt à tenter d'influencer les décisions des autorités. Du temps et un effort considérable de lobby sont encore consacrés par les dirigeants d'entreprise dans le but d'obtenir des importations de biens occidentaux.

De plus, les entreprises ont tendance à manipuler l'information concernant leurs besoins d'input et recherchent des technologies qui requièrent des inputs additionnels importés des pays de l'Ouest, et ce, même si ce n'est pas le moyen de production le moins coûteux.²⁴

²⁴ Brada (1991, p.217).

Les lobbies industriels agissent finalement dans un dernier domaine qui n'est pas sans importance, soit au niveau des réformes. Les entreprises dépensent, en effet, une énergie considérable pour entraver l'adoption ou l'application de certaines réformes.

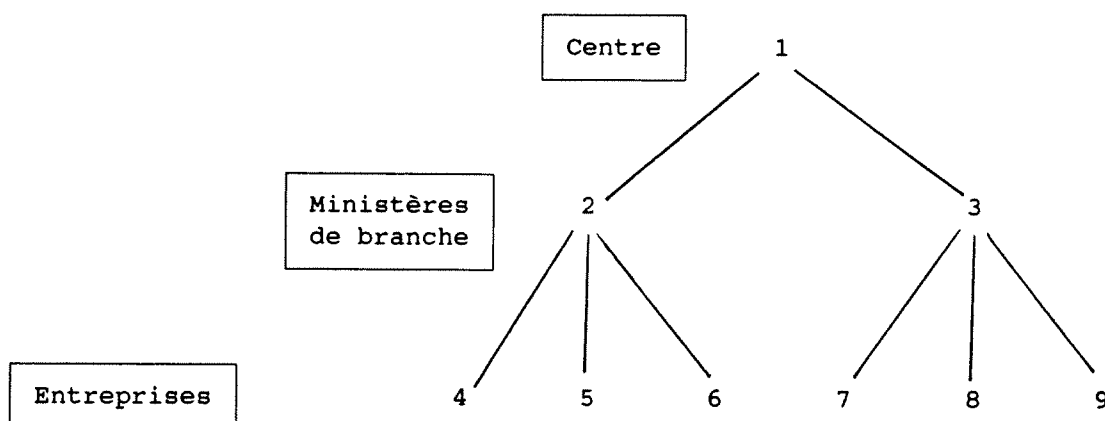
Durant les années 80, il y a eu de nombreuses discussions dans le but de décentraliser l'organisation industrielle du pays. Les autorités espéraient réduire le pouvoir de négociation des grandes firmes et diminuer ainsi la demande d'investissement. Le but était d'augmenter le nombre de petites entreprises, notamment afin d'accroître l'adaptabilité des unités économiques. Le gouvernement cherchait, par là même, à augmenter la compétitivité sur le marché étranger.

Il n'est pas surprenant d'apprendre que les grandes entreprises ont montré une résistance tenace face à l'implantation de ces mesures de décentralisation. Le démantèlement des grandes unités de production aurait entraîné la destruction de leur pouvoir de négociation. Ainsi, les lobbies industriels ont utilisé leurs relations de négociation informelles à l'endroit du gouvernement afin d'éviter la réorganisation industrielle.

En dernier lieu, mentionnons que les lobbies industriels étaient appuyés par certaines autorités sectorielles. Ceci nous amène à analyser ce deuxième groupe de pression.

B) Les lobbies sectoriels

Traditionnellement, la structure institutionnelle hongroise s'apparentait à un système de liaisons verticales, représenté sommairement par le schéma suivant:



Il incombait aux ministères de branche de fractionner le plan national, de transmettre les ordres ainsi que l'allocation des ressources aux entreprises sous leur contrôle.

Le Nouveau Mécanisme Économique de 1968 a tenté de réaménager cette structure en implantant un système de liaisons fonctionnelles (ou à deux niveaux). Les ministères de branche ne devaient avoir, désormais, qu'un rôle de conseillers auprès des entreprises. Toutefois, suite à l'opposition des ministères, un mouvement anti-réforme s'est développé à partir de 1972, se traduisant par des mesures de recentralisation. Entre 1972 et 1975, les ministères de branche reconquièrent leur pouvoir en s'opposant aux ministères fonctionnels. Toutefois, le gouvernement tente en 1979-1982 de dissoudre définitivement les ministères de branche.

En raison de leur ténacité, ils parviennent tout de même à rétablir leur pouvoir et leur contrôle sur les entreprises en multipliant leurs interventions, notamment dans les domaines suivants:²⁵

- allocation des investissements
- révision des projets d'investissement.

²⁵ Richet (1985, p.61).

Durant la seconde moitié des années 70, soit au cours du 5^e plan (1976-1980), le rôle d'intermédiaire des ministères de branche s'est amplifié. Ils participent désormais au marchandage entre les entreprises et les autorités centrales. Il est dans l'intérêt des ministères de branche de demander des fonds et des ressources au profit des entreprises sous leur contrôle. En effet, les ministères sont jugés en grande partie d'après la performance économique du secteur qu'ils représentent.

Les lobbies sectoriels ont été particulièrement actifs durant les discussions de réorganisations industrielles. La réforme dans l'organisation des entreprises allait affaiblir le pouvoir de marchandage des ministères de branche. En effet, la référence aux grandes entreprises et à leur importance au sein de l'économie (due à leur taille) constituait un argument de poids dans les négociations avec le centre. Ainsi, les ministères tenaient au maintien de leurs grandes entreprises et s'opposaient à leur décentralisation.

Par ailleurs, le démantèlement et l'indépendance des entreprises pouvaient causer une détérioration de la coopération puisque les relations de subordination à l'intérieur de l'entreprise se seraient transformées en relations contractuelles inter-entreprises.²⁶ Le contrôle et la coordination du secteur de chacun des ministères auraient été plus ardues.

Le seul but des lobbies sectoriels était donc de maintenir leur pouvoir de négociation et ce, indépendamment des considérations économiques.

²⁶ Vince (1987, p.122).

Mentionnons finalement un dernier groupe de pression au sein de l'économie hongroise: l'armée. Le secteur militaire constitue, en effet, un lobby important qui s'est développé durant les années cinquante et demeure encore très influent aujourd'hui. András Nagy décrit l'ampleur de ce dernier:

"By creating war hysteria and spreading the fear of imminent imperialist aggression, they [the military lobby] not only received an enormous share of the national product and investments, but created a large and very prosperous sector of the economy, where efficiency could be completely neglected and results could not be measured".²⁷

Le tableau VIII indique le montant des dépenses militaires à l'encontre de certains autres secteurs et confirme l'ampleur du secteur militaire.

Jusqu'à présent, nous avons donc vérifié les trois premières hypothèses posées au début de la partie IV, à savoir (1) l'existence de rente au sein de l'économie hongroise et la possibilité de capter celle-ci (2) la formation et le développement de groupes d'intérêt particulier dans la société hongroise et (3) l'existence d'activité de pression et de négociation entre les divers agents économiques.

Afin de discuter des trois dernières hypothèses, nous devons maintenant nous pencher sur les conséquences des activités des groupes de pression sur l'économie hongroise.

²⁷ Nagy (1991, p.274).

Tableau VIII

Dépenses gouvernementales dans certains secteurs (en milliards de forint)*

Secteurs	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Défense	19,2	20,2	21,9	22,6	37,7	25,8	28,4	38,0	35,2	39,3
Éducation	7,8	7,9	7,5	7,6	8,8	10,2	16,2	16,8	24,9	35,9
Santé	12,0	13,2	15,0	16,6	19,6	22,2	25,6	13,8	20,1	86,2
Hôpitaux	5,5	6,0	15,0	16,6	6,9	8,4	9,6	13,8	16,8	77,6
Bien-être social	0,2	0,2	----	0,8	0,5	0,5	15,4	0,8	3,0	9,5
Logement	----	4,0	4,1	3,7	4,8	7,4	7,5	9,8	12,2	----

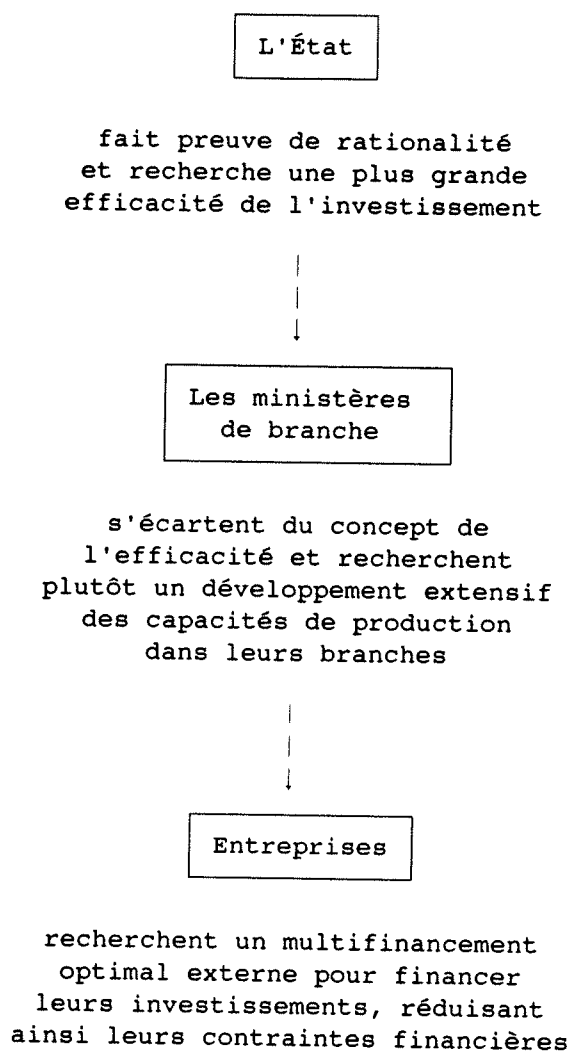
Source: FMI, *Statistiques financières internationales*.

* Le taux de change officiel du forint se retrouve, en annexe, au tableau IX.

C) Effet de l'activité des groupes de pression

On a vu que les lobbies industriels et sectoriels ont une influence majeure dans les décisions d'investissement du gouvernement. Or, les décisions d'investissement ne sont pas motivées par la recherche d'équilibre macro-économique ou par des critères d'efficacité, mais plutôt par le besoin d'investissement des divers groupes de pression. Une véritable concurrence s'est installée pour l'allocation de ces montants. Seule la volonté d'accroître le poids économique d'une certaine entreprise ou d'un ministère de branche motive la demande d'investissement. En effet, l'augmentation du poids économique d'un certain organisme s'effectue par une expansion des capacités de production via un investissement accru. Les unités qui atteignent l'ampleur voulue s'assurent ainsi d'une meilleure influence dans la planification centrale et notamment dans la répartition ultérieure de l'allocation des ressources. Le comportement face à l'investissement varie selon les agents et peut se résumer ainsi:²⁸

²⁸ Richet (1985, p.197).



On constate donc qu'initialement, l'État recherche une certaine efficacité. Mais cet objectif se détériore avec l'intervention des ministères de branche et des entreprises.

Avec l'avidité pour les fonds d'investissement et le marchandage continu, un sérieux problème de surinvestissement caractérise l'économie hongroise. Les tableaux X et XI indiquent l'investissement total par secteur ainsi que la composition de l'investissement gouvernemental par branche.

Tableau X
Investissement total par secteur
(milliards de forint, prix courants)

	1980	1982	1984	1986	1988
Entreprises d'État	164,6	155,5	160,9	178,4	199,0
Coopératives	25,1	30,2	27,9	28,9	33,0
Secteur socialiste Total	189,7	185,7	188,8	207,4	232,0
Secteur privé	23,7	29,8	42,7	51,8	58,8
Investissement total	213,4	215,5	231,5	259,2	290,8

Source: The Economist Intelligence Unit, "Country Profile 1992-1993", *Country Report*, Londres, 1992, p.14.
 et The Economist Intelligence Unit, "Country Profile 1986-1987", *Country Report*, Londres, 1986, p.14.

Tableau XI

Composition des investissements gouvernementaux par secteur (% du total)

	1976-1980	1981-1985	1988	1990
Industrie	35,4	31,7	27,9	29,9
Construction	2,7	1,4	1,2	1,7
Agriculture et foresterie	13,3	13,0	11,0	9,1
Transports et communications	12,0	11,2	12,6	11,7
Commerce	4,2	4,4	3,8	6,0
Eau	5,1	5,8	7,4	5,7
Autre	0,4	0,5	0,8	1,2
Services	26,9	32,0	35,3	34,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: The Economist Intelligence Unit, "Country Profile 1992-1993", *Country Report*, Londres, 1992, p.14.

Les données confirment l'importance et l'augmentation des investissements destinés aux entreprises d'État. On remarque également que le secteur industriel absorbe une grande partie des investissements totaux; entre les années 1976 et 1980, l'industrie recevait la plus grande part, soit 35,4%.

Le problème de surinvestissement marquant surtout la seconde moitié des années 70 a entraîné une conséquence directe, soit un déficit de la balance extérieure du pays. Ceci peut s'expliquer, tout d'abord, par le fait que le gouvernement promettait des subventions et des ressources trop substantielles qu'il ne pouvait pas toujours honorer sans avoir recours aux emprunts étrangers. Un économiste hongrois, András Hegedüs, accuse directement les dirigeants des grandes entreprises et nous citons, à cet effet, un extrait de son article: *"Our indebtedness since 1972 can hardly be explained without taking into consideration the grandiose growth at any cost designs of the managers of [large] enterprises"*.²⁹

Ce jugement peut paraître sévère mais il reflète une opinion généralisée quant à la cause de l'endettement extérieur de la Hongrie.

Par ailleurs, les investissements étaient souvent intensifs en importation de dollars puisqu'une part considérable de la machinerie et de l'équipement provenait des pays occidentaux. Puis, une fois l'investissement réalisé, l'entretien des nouvelles installations nécessitait des importations additionnelles de dollars. Ainsi, un accroissement de l'investissement a entraîné un déficit de la balance commerciale en devises convertibles.

²⁹ Hegedüs (1986, p.10).

À cet effet, le tableau I indique une nette détérioration de la balance des paiements entre 1979 et 1982. Cette période est particulièrement pertinente puisqu'elle reflète les effets du surinvestissement. Notons toutefois qu'à partir de 1983, il y a eu une amélioration de la balance des paiements qui s'est poursuivie jusqu'en 90.

Outre le secteur de l'investissement, on a vu que les lobbies industriels et sectoriels se sont opposés à la réorganisation des entreprises durant les années 80. Ces groupes voulaient garder la structure industrielle intacte et ils se sont battus pour préserver les grandes entreprises. Ainsi, l'émergence de petites firmes était entravée par les groupes de pression qui empêchaient, par là même, le développement d'un environnement plus concurrentiel. Par ailleurs, l'absence de petites entreprises retarde le processus d'innovation.³⁰ En effet, les plus petits organismes utilisent souvent de nouvelles méthodes de production et des technologies produisant initialement de petites quantités. Or, ces dernières ne sont pas attrayantes pour les grandes entreprises qui favorisent plutôt une production de masse.

De plus, les petites firmes, de par leur taille, sont plus susceptibles de s'adapter à des conditions changeantes.

Le délai dans l'ajustement structurel, les retards technologiques et un marché compétitif inadéquat (ou l'absence de ce dernier) entraînent une baisse de la productivité. Or, la source principale de la croissance économique réside dans l'accroissement de la productivité.³¹

³⁰ Varga (1978, p.240).

³¹ Román (1985, p.99).

Depuis 1979, on assiste à une baisse du taux de la productivité de la main-d'oeuvre et du taux de la productivité totale, tel que le démontre le tableau XII. Et, tel que prévu, il s'ensuit une baisse très nette du taux de croissance de la production nationale après 1979 (tableau XIII).

La baisse du taux de productivité n'est cependant pas la seule cause de la baisse de la croissance économique. Le déficit de la balance des paiements est également un facteur explicatif prépondérant. En effet, la mesure la plus importante pour améliorer la balance des paiements fut la réduction des taux de croissance planifiés pour 1979, 1980 et ainsi que dans le cadre du plan quinquennal de 1981-1985.

La Hongrie a une élasticité revenu élevée pour la demande d'importation. À titre d'exemple, pour un taux de croissance de 5-6%, l'élasticité est de 2. C'est-à-dire qu'une augmentation de 1% de la croissance entraîne une augmentation de 2% dans les importations. Pour un taux de croissance de 3-4%, l'élasticité est de 1,3-1,5.³²

Ainsi, un taux de croissance plus faible entraîne une baisse du volume des importations et libère des ressources pour les exportations, améliorant de ce fait la balance des paiements.

³² Marer (1981, p.195).

Tableau XII
Indicateurs économiques pour la période 1974-1984

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Indicateurs	Changements annuels (en %)					
Productivité de la main-d'oeuvre	6,2	6,4	3,4	8,9	4,7	2,1
Productivité totale	2,3	4,3	0,8	6,5	2,5	-0,2
	1980	1981	1982	1983	1984	
Indicateurs	Changements annuels (en %)					
Productivité de la main-d'oeuvre	0,0	4,1	2,9	0,9	3,8	
Productivité totale	2,2	1,7	1,2	0,3	1,3	

Source: Z. Román, "Productivity growth and its slowdown in the hungarian economy", *Acta Oeconomica*, vol.35, 1985, p.87.

Tableau XIII

Taux de croissance du PNB (%)

1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
5,9	6,1	3,0	8,0	4,2	1,9	-0,8	2,5	2,6
1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	
0,3	2,8	-0,3	1,5	4,1	-0,1	-0,2	-5,0	

Source: The Economist Intelligence Unit, "Country Profile 1991-1992",
Country Report, Londres, 1991, p.12.

et Z. Román, "Productivity growth and its slowdown in the hunga-
rian economy", *Acta Oeconomica*, vol.35, 1985, p.87.

Le raisonnement sur les effets de l'activité des groupes d'intérêt nous a donc conduit à établir l'existence d'une détérioration de la performance économique de la Hongrie à partir de 1979.

Nous avons montré, en effet, que les groupes de pression ont diminué l'aptitude de la société hongroise à adopter de nouvelles technologies et à s'adapter à un univers changeant, d'où la vérification de la quatrième hypothèse.

Ces organisations ont, par ailleurs, réduit l'efficacité et le taux de croissance de l'économie vérifiant ainsi les hypothèses (5) et (6).

Ayant confirmé l'ensemble des hypothèses, l'analyse factuelle ne peut nous conduire qu'à une seule conclusion, à savoir:

La théorie de l'accumulation de rente permet d'expliquer le déclin économique de la Hongrie; l'application du théorème de Coase est écartée.

CONCLUSION

La question initiale au coeur de ce rapport est la cause du déclin économique des pays d'Europe de l'Est. Nous avons toutefois délimité ce problème au cas particulier de la Hongrie.

Une littérature abondante pointe les groupes d'intérêt du doigt, les accusant de contribuer et même de provoquer le déclin des nations. Or, cette théorie n'est autre que celle de l'accumulation de rente. À l'encontre de cette théorie, nous avons toutefois opposé le théorème de Coase.

Une analyse factuelle de la structure organisationnelle et économique du pays nous a permis de conclure à l'application de la théorie de l'accumulation de rente. Ainsi, la négociation menée par les groupes d'intérêt a eu un impact néfaste sur l'ensemble de l'économie hongroise.

À l'opposé, le théorème de Coase, prônant le bienfait de la négociation entre les agents, doit pour l'instant être infirmé. Il n'est toutefois pas exclu qu'à plus long terme, le théorème de Coase puisse s'appliquer. Il faut, pour ce, qu'un environnement plus concurrentiel se développe au sein de l'économie hongroise. On a vu, en effet, qu'une des conditions d'application du théorème de Coase est l'existence de marchés compétitifs.

Les conclusions de ce rapport impliquent que toute réforme économique ne saura être efficace en l'absence d'une réorganisation structurelle et institutionnelle préalable.

Par ailleurs, il faut porter une attention particulière à l'influence dangereuse mais souvent négligée des groupes d'intérêt afin d'assurer la remontée et la prospérité économique de la Hongrie.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde 1992", *Le développement et l'environnement*, Washington, 1992.
- Bhagwati, Jagdish N., "Directly unproductive, profit-seeking (DUP) activities", *Journal of Political Economy*, vol.90, 1982, 988-1001.
- Brada, Joseph C., "The political economy of communist foreign trade institutions and policies", *Journal of Comparative Economics*, vol.15, 1991, 211-37.
- Buchanan, James M., "Rent-seeking and profit seeking", dans *Toward a Theory of Rent-Seeking Society*, sous la direction de J.M. Buchanan, R.D. Tollison et G. Tullock, Texas A & M University Press, College Station, 1980, 3-15.
- Choi, Kwang, "A statistical test of Olson's model", dans *The Political Economy of Growth*, sous la direction de Dennis C. Mueller, New Haven, CT: Yale University Press, 1983, 57-78.
- Coase, R.H., "The problem of social cost", *Journal of Law and Economics*, vol.3, octobre 1960, 1-44.
- Economist Intelligence Unit (The), "Country Profile 1986-1987", *Country Report*, Londres, 1986.
- Economist Intelligence Unit (The), "Country Profile 1991-1992", *Country Report*, Londres, 1991.
- Economist Intelligence Unit (The), "Country Profile 1992-1993", *Country Report*, Londres, 1992.
- FMI, *Statistiques financières internationales*.
- Hegedüs, András, "Large enterprise and socialism", *Eastern European Economics*, automne 1986, 3-17.
- Hoffman, Elizabeth et Spitzer, Matthew L., "The Coase theorem: Some experimental tests", *Journal of Law and Economics*, vol.25, avril 1982, 73.
- Hoffman, Elizabeth et Spitzer, Matthew L., "Experimental tests of the Coase theorem with large bargaining groups", *Journal of Legal Studies*, vol.15, janvier 1986, 149-171.
- Marer, P., "The mechanism and performance of Hungary's foreign trade, 1968-1979", dans *Hungary: A Decade of Economic Reform*, sous la direction de P. Hare, H. Radice et N. Swain, George Allen & Unwin, Londres, 1981, 161-204.

- Murrell, P. et Olson, M., "The devolution of centrally planned economies", *Journal of Comparative Economics*, vol.15, 1991, 239-265.
- Nagy, András, "Social choice in Eastern Europe", *Journal of Comparative Economics*, vol.15, 1991, 266-283.
- Olson, Mancur, *The Rise and Decline of Nations: Economic Growth, Stagnation and Social Rigidities*, New Haven, Ct: Yale University Press, 1982, 90-105.
- Olson, Mancur, "The logic of collective action in soviet type societies", *Journal of Soviet Nationalities*, vol.1, 1990, 8-31.
- Olson, Mancur, "Repression, rebellion, dictatorship, and democracy", non publié, 1993.
- Pryor, Frederic L., "A quasi test of Olson's hypothesis", dans *The Political Economy of Growth*, sous la direction de Dennis C. Mueller, New Haven, Ct: Yale University Press, 1983, 90-105.
- Richet, Xavier, *Le modèle hongrois: Marché et plan en économie socialiste*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1985.
- Román, Z., "Productivity growth and its slowdown in the hungarian economy", *Acta Oeconomica*, vol.35, 1985, 81-104.
- Sharif, M. et Whalley, J., "Rent-seeking in India: its costs and policy significance", *Kyklos*, vol.37, 1984, 387-413.
- Swain, Nigel, *Hungary: The Rise and Fall of Feasible Socialism*, Verso, Londres, 1992.
- Szalai, Erzsébet, "Integration of special interests in the hungarian economy: the struggle between large companies and the party and state bureaucracy", *Journal of Comparative Economics*, vol.15, 1991, 284-303.
- Varga, Gy., "Enterprise size pattern in the hungarian industry", *Acta Oeconomica*, vol.20(3), 1978, 229-246.
- Vince, P., "Transformation of industrial organisation without genuine change", *Acta Oeconomica*, vol.38, 1987, 117-131.
- Weede, Erich, "Democracy, creeping socialism, and ideological socialism in rent-seeking societies", *Public Choice*, vol.44, 1984, 349-366.

ANNEXE

Tableau III

Performance économique relative des pays d'Europe de l'Est (1950-1965)

	Taux de croissance	Taux de croissance de rattrapage prévu	Déficit du taux de croissance
Bulgarie	6,05	6,30	0,25
Tchécoslovaquie	3,06	5,48	2,42
Allemagne de l'Est	5,91	5,95	0,03
Hongrie	3,78	5,91	2,13
Pologne	2,87	5,92	3,06
Roumanie	4,79	6,40	1,61
URSS	4,05	6,01	1,96
Yougoslavie	4,92	6,39	1,47
Moyenne des économies planifiées	4,43	6,05	1,62
Moyenne des économies de marché	3,75	5,49	1,74

Source: Peter Murrell et Mancur Olson, "The devolution of centrally planned economies", *Journal of Comparative Economics*, 15, 1991, p.249.

Tableau IV

Performance économique relative des pays d'Europe de l'Est (1965-1980)

	Taux de croissance	Taux de croissance de rattrapage prévu	Déficit du taux de croissance
Bulgarie	2,99	5,85	2,85
Tchécoslovaquie	2,39	5,23	2,84
Allemagne de l'Est	3,07	5,19	2,13
Hongrie	2,41	5,61	3,19
Pologne	2,79	5,79	3,01
Roumanie	4,11	6,17	2,07
URSS	3,08	5,71	2,62
Yougoslavie	5,05	6,14	1,10
Moyenne des économies planifiées (sans la Yougoslavie)	3,24	5,71	2,48
Moyenne des économies de marché	3,36	5,13	1,76

Source: Peter Murrell et Mancur Olson, "The devolution of centrally planned economies", *Journal of Comparative Economics*, 15, 1991, p.251.

Tableau IX

Taux de change commercial officiel du forint

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
(\$ US)	32,532	50,119	45,832	46,971	50,413	59,066	61,449	74,742

Source: The Economist Intelligence Unit, "Country profile 1992-1993", *Country Report*, Londres, 1992, p.11.

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier le professeur Leonard Dudley pour la supervision et les conseils qu'il m'a donnés dans l'orientation de mon rapport. Je tiens également à remercier ma collègue, Christine Brasseur, pour son soutien indispensable au cours des deux dernières années d'étude.

1

2

3